

NOUVELLE SÉRIE — N° 45

14^e Année — 1^{er} Novembre 1909



La Coopération des idées

REVUE D'ÉDUCATION SOCIALE

PARAISSANT LE 1^{er} ET LE 16 DE CHAQUE MOIS

Directeur : G. DEHERME



SOMMAIRE :

- G. DEHERME *La Surpopulation.*
J. DESSAINT *La Mystification dreyfusienne.*
PAR TOUS *Revue des Opinions, des Faits et des Idées.*
G. DEHERME *Les Livres qui font penser.*
-

Le Numéro : 0 fr. 25

PARIS

BERNARD GRASSET, ÉDITEUR

7, rue Cornaille, 7

L.A

Coopération des Idées

Revue bi-mensuelle d'Education Sociale

ABONNEMENT : un an, France : 4 francs ; Etranger : 6 francs

*Adresser toutes les communications concernant
la Rédaction et l'Administration à*

M. DEHERME, Directeur, à LA SEYNE (Var)

A NOS ABONNÉS

Ceux de nos abonnés qui seront avertis que leur abonnement est **terminé** sont priés de nous faire parvenir leur renouvellement pour s'éviter les frais de recouvrement.

Ceux qui ne désirent pas continuer leur abonnement sont priés de **refuser** au facteur le numéro qui suivra l'avertissement.

L'UNION COOPÉRATIVE

est un journal bi-mensuel, édité par le Comité central de l'*Union Coopérative* des Sociétés françaises de Consommation. Il contient des articles, des études, des monographies, des renseignements, etc., sur la Coopération en France et à l'Etranger. — L'**Union Coopérative** doit être lue par tous ceux qui s'intéressent à la Coopération.

Prix du numéro, 0 fr. 20 ; de l'abonnement annuel, 4 fr.

Etranger, 6 fr.

Les abonnements sont reçus : 1, Rue Christine. — PARIS

LE COURRIER DE LA PRESSE

21, Boulevard Montmartre, — PARIS

Directeur : A. GALLOIS

Le Courrier de la Presse lit 6.000 journaux par jour

La Coopération des Idées

REVUE D'ÉDUCATION SOCIALE (14^e ANNÉE)

Paraissant le 1^{er} et le 16 de chaque mois

Directeur : G. DEHERME.

Abonnement annuel : 4 francs pour la France. — 6 francs pour l'Étranger.

Le N^o : 0 fr. 25. — Spécimen gratuit sur demande.

(BERNARD GRASSET, éditeur, 7, rue Corneille, PARIS)

La Coopération des Idées est dirigée par son fondateur M. Georges Deherme. Elle a suscité les Universités populaires. De toutes manières, par la pensée comme par l'action, elle tend à former des volontés sociales. Pas de nécessité plus urgente. Jamais les esprits n'ont été aussi confus, affolés d'indécision, aigris d'un sectarisme sans foi; et, malgré les présomptions et les outrecuidances, jamais ils ne furent plus ignorants de la vie sociale et de l'action humaine qui seule importe.

Son attitude ne couvre aucune ambition qui n'ose s'avouer. Elle fait sienne, avec une absolue sincérité, ces sages paroles d'Auguste Comte : « A l'orageuse discussion des droits, nous substituons la paisible détermination des devoirs. Les vains débats sur la possession du pouvoir sont remplacés par l'examen des règles relatives à son sage exercice. »

Mais la difficulté est grande de se faire entendre bien dans la Babel électorale et démagogique qu'est devenue la France. *La Coopération des Idées* tâche de la surmonter à force de précision, de clarté et de méthode. Elle n'est donc ni sectaire, ni pédante. Elle s'efforce d'être vivante. Est-elle aimable, attrayante ? — Elle s'en tient d'abord à ce qui est utile et grave. Elle ne compose pas avec les mensonges du monde et les vilénies du régime.

Dans des articles de fond sont étudiées les questions les plus pressantes du moment et de toujours; dans une « revue des opinions, des faits et des idées », dans des notes documentées, on vise à découvrir les sophismes et à dissiper les nuages dont les ignorances prolixes et les sciences rétrécies obsèdent et embrument la conscience française; on examine aussi, du point de vue impartial d'ordre et de progrès, les accès les plus inquiétants de la fièvre politicienne qui consume la société française; enfin, dans une chronique bibliographique, qui n'a d'équivalent aujourd'hui dans aucune publication, on étudie sérieusement les « livres qui font penser », et par là le lecteur peut suivre le mouvement intellectuel français, en dégagant de l'encombrement idéologique quelques notions claires, quelques principes régulateurs et quelques idées directrices.

La collection de *la Coopération des Idées* constitue donc un recueil documenté

et vivant qui trouvera sa place dans toutes les bonnes bibliothèques et qu'on aura toujours plaisir et profit à consulter. Pour un prix des plus modiques — 4 FRANCS — elle forme annuellement deux beaux volumes, in-8 carré, de 384 pages chacun.

Pour s'abonner, envoyer simplement un mandat-carte de 4 francs à M. G. DEHERME, directeur, à La Seyne (Var) ou à M. BERNARD GRASSET, éditeur, 7, rue Corneille, Paris.

Quelques-uns des articles parus dans *la Coopération des Idées* en 1908-1909 :

De M. G. DEHERME : Considérations présentes sur la guillotine. — Les fonctionnaires. — Le dernier romantique. — Antimilitarisme d'État. — La solidarité européenne. — Des devoirs. — Les prolétaires. — Les syndicats ouvriers. — Le syndicalisme. — Pessimisme. — Louis Rossel. — La copartnership. — Le rôle de l'école et de l'Université dans l'œuvre d'éducation démocratique. — Pourriture sociale. — Sur la « crise » du parlementarisme. — Aller au peuple. — Une définition de l'individualisme. — Réponse à une enquête sur la monarchie et la classe ouvrière. — Frédéric Nietzsche ou Auguste Comte. — De l'anarchie à l'ordre. — Sur l'établissement d'une dictature. — L'idée de démocratie. — A propos des fonctionnaires coloniaux. — Pour la coopération sociale du catholicisme et du positivisme. — Sur le socialisme. — L'Université populaire. — La valeur éducative du socialisme. — La tâche. — La peine de mort. — Une bonne loi. — L'opération nécessaire. — Auguste Comte et son œuvre : le positivisme. — Maurice Barrès, éducateur social, etc...

De M. EDMOND THIAUDIÈRE : Du pilori au piédestal. — La Cité terrestre. — Cris d'alarme en Italie. — Sur l'établissement d'une dictature, etc.

De M. HENRI MAZEL : Le bon gouvernement. — Psychothérapie politique. — Le banditisme. — L'esprit de caste. — La crise du parlementarisme, etc.

De M. PAUL GUÉRIOT : Le Salon des poètes. — Jésus-Christ et M. Pataud. — L'Afrique occidentale française. — Le déclenchement. — Une réponse, etc.

D'autres articles de MM. SAINT-ALBAN, docteur G. AUDIFFRENT, G. PERSIGOUT, G. BOURLIER, JEAN MARC BERNARD, F. GILLIER, L. MOMENHEIM, A. BAUMANN, H.-L. FOLLIN, LÉON BOLLACK, etc.

Un numéro spécimen est envoyé à toute personne qui en fait la demande ou dont l'adresse nous est transmise.

Nous serons reconnaissants à qui nous fera parvenir des listes d'adresses.

ERRATUM

Dans notre dernier numéro, article *La « loi » de Malthus*, p. 236, une négligence de copiste paraît nous faire dire que la richesse de la France est égale à la moyenne des successions et donations. Nos lecteurs auront rectifié eux-mêmes ce passage ainsi : « La richesse de la France, d'après les moyennes annuelles par cinq ans des successions et donations, évaluées par M. de Foville, et qui étaient de 1.843 millions en 1825-1830 et de 6.930 millions en 1891-1895, après s'être élevée graduellement, diminue avec la population. Depuis que celle-ci reste stationnaire, et qu'on voit même parfois le nombre des décès l'emporter sur celui des naissances, la richesse diminue comme l'indique le fléchissement des successions et donations : 6.870 millions en 1896-1900 ; 6.627 millions en 1900-1905. »

G. D.



La Coopération des idées

LA SURPOPULATION ⁽¹⁾

Les obstacles à la surpopulation sont préventifs et répressifs : 1^o le vice, la contrainte et la restriction prudente ; 2^o la guerre, la famine, la misère et toutes ses conséquences.

Pasteur protestant, Malthus était naturellement philanthrope et moraliste. Par *moral restraint*, il n'entend point l'abstention des rapports sexuels dans le mariage, encore moins la fraude ; mais « l'abstinence du mariage, jointe à la chasteté », pour tous ceux qui ne peuvent, par leur travail, subvenir aux besoins d'une famille.

D'ailleurs, il n'a point recours à la coercition légale. Il n'attend rien que de la persuasion et de la pression morale d'une opinion publique éclairée.

Il ne saurait dissimuler, toutefois, qu'il estime la fraude conjugale et même la débauche stérile moins funestes que l'excès de fécondité imprévoyante. Il ne voit pas assez que si la surpopulation des misérables est un terrain trop propice pour la maladie, le vice et le crime, cela se peut contenir dans les bas-fonds

(1) Voir n° 44.

tandis que le *prudential restraint* démoralise et contamine toutes les classes sociales.

Les disciples furent plus hardis. Stuart Mill proposa que, par loi, le mariage fût prohibé pour les indigents. On alla jusqu'à préconiser l'avortement et la castration des pauvres. Cette assurance, à propos de formules contestables et qui ne sont jamais que provisoires, caractérise bien notre anarchie spirituelle. Depuis que nous ne supportons plus que Dieu, un prêtre, un prince ou des principes nous astreignent à quelque méthode qui nous guide, à quelque devoir qui nous dépasse, à l'abnégation ou au dévouement qui sont le ciment des sociétés, nous sommes toujours prêts à sacrifier à n'importe quel sophisme, plus ou moins captieux, à n'importe quelle formule, plus ou moins scientifique, non pas nos aises, certes, mais l'effort des siècles, l'héritage sacré des morts, et l'ordre.

Les économistes ont donné le branle. Leur sèche métaphysique fut autrement pernicieuse que les plus absurdes utopies socialistes. A la bourgeoisie, ils présentèrent l'œuvre de Malthus comme la réfutation décisive du communisme. Et la bourgeoisie, que l'égoïsme égare parfois, se proclama malthusienne. En 1833, un préfet de l'Allier, par circulaire, signalait « la limitation du nombre des enfants comme le meilleur moyen d'augmenter le bien-être ». Thiers, qu'on est toujours sûr de retrouver lorsqu'il y a une sottise à faire ou à énoncer, vanta « les sages populations de la Normandie », et Léonce de Lavergne les félicita. La ville de Versailles, en 1852, alloua même une prime de 1.000 francs pour encourager la stérilité volontaire des pauvres.

Malthus n'allait pas si loin. Pour que la population

double en vingt-cinq ans, il faut que chaque ménage ait six enfants. Au-dessous de trois, on le sait, la population reste stationnaire. C'est la situation démographique présente de la France, et si Malthus avait pu la prévoir, il l'eût considérée comme un mal plus grand que celui qu'il dénonçait, parce que plus difficile à guérir.

Le paupérisme l'affligeait, et il n'ignorait point que « les lois créent les pauvres qu'elles assistent ». Cela ne l'empêcha point, d'ailleurs, de participer à l'organisation de l'Assistance publique en Angleterre. Ses intentions étaient donc excellentes, quoi qu'en aient pensé les anciens socialistes, et il manifestait plus de bon sens dans ses actes que dans ses écrits. Mais il semble qu'il ait voulu le bien parce que cela faisait partie de son ministère, non par amour vraiment. C'était sans grâce et sans intelligence. Au demeurant, il a fait plus de mal que de bien.

C'est aux pauvres, et pour améliorer leur sort, qu'il adressait ses conseils. Il est évident que, dans une grande ville, l'ouvrier qui gagne 3 francs par jour pourra vivre seul avec ce maigre budget, qu'il sera gêné s'il se marie, que les époux devront se priver s'ils ont un ou deux enfants, et que tous mourront de faim si la famille s'augmente encore et si l'on ne vient pas à leur secours. Voilà ce qu'on voit, d'abord. Mais il y a ce qu'on ne voit pas aussi facilement, l'ensemble social et l'entre-croisement des solidarités, la complexité des phénomènes et l'infinie répercussion des actes sociaux.

*
**

Dernièrement, M. Charles Gide écrivait encore :

« En somme, si nous cherchons à déterminer *a priori* le régime démographique désirable pour la France, nous pouvons dire qu'un nombre d'enfants de deux dans les familles ouvrières, de quatre au moins dans les familles bourgeoises, satisferait à tous les desiderata. L'accroissement de la population serait de 3 à 400.000 par an, portant presque entièrement sur les classes aisées. Il en résulterait, d'une part, un accroissement du taux des salaires par suite de la rareté relative de la main-d'œuvre ; — d'autre part, une division croissante des fortunes acquises — et par suite une tendance à l'égalisation. La question sociale prendrait donc un caractère de moins en moins aigu et le risque d'une révolution sociale serait réduit au minimum. »

Il y aura lieu, dans un prochain article, d'examiner les « moyens » — et leurs conséquences — qui peuvent être employés afin que les ménages ouvriers n'aient pas plus de deux enfants. On ne considérera, d'abord, que les résultats sociaux que peut avoir le régime démographique préconisé par Malthus, le plus modéré des malthusiens, et souhaité par M. Charles Gide.

Naturellement, sans qu'il soit besoin de faire intervenir des pratiques spéciales, les pauvres sont plus prolifiques que les riches. C'est un fait. Quoi qu'on fasse ou dise, on ne le modifiera seulement que dans son intensité et sa vitesse. Toujours les pauvres seront plus prolifiques que les riches. S'il peut dépendre des pauvres — et heureusement cette volonté ne se peut généraliser — de n'avoir pas ou d'avoir peu d'enfants, il ne dépend point de la volonté des riches d'en avoir, et surtout d'en avoir beaucoup.

Et c'est pour le mieux. Ici, la fatalité est aussi

bienfaisante que l'arbitraire des réformateurs serait désastreux. Le plus souvent, il en va ainsi.

Puisqu'il s'agit d'améliorer le sort des prolétaires, on se demande en quoi la multiplication des bourgeois, c'est-à-dire des rentiers, des fonctionnaires, des avocats, des médecins, des professeurs, des littérateurs et des artistes, y contribuera. Déjà ils sont beaucoup trop. Et ce n'est pas avec l'absurde formation universitaire qu'on peut espérer voir la bourgeoisie diriger ses fils vers les carrières utiles : agricoles, commerciales et industrielles. Pour un bachelier, produire, c'est déroger. C'est pourquoi les professions libérales sont plus qu'encombrées, et pour quoi le fonctionnarisme nous ruine. Tout ce parasitisme vit — et ne peut que vivre — sur le travail. Il est d'autant plus épuisant que notre législation testamentaire pulvérise la propriété, disperse les capitaux, et par là entrave la grande production. La « tendance à l'égalisation », si inconsidérément favorisée, n'est jamais qu'une tendance à l'universelle misère de l'inertie. On n'égalise pas par en haut, mais par en bas, parce que tous peuvent le moins, facilement, immédiatement, et descendre ; mais non pas le plus, et monter au plus haut.

Une classe bourgeoise de plus en plus nombreuse — et donc dans une situation de fortune médiocre — et une classe ouvrière ne s'augmentant point, cela peut-il du moins provoquer « un accroissement du taux des salaires par suite de la rareté relative de la main-d'œuvre » ? Je ne le crois pas. Les produits renchérissant, la demande sera moins pressante. En tout cas, si les salaires s'élèvent vraiment, ce ne sera que nominalement et provisoirement. Le pouvoir d'achat du salaire restera le même par rapport à la production.

Mais les producteurs étant relativement moins nombreux, il faut admettre que la production sera moindre. Ce n'est pas seulement l'offre et la demande qui déterminent le taux des salaires, c'est aussi, surtout, la productivité du travail. Or un parasitisme petit bourgeois très développé et un capital très dispersé sont de fort mauvaises conditions pour une production intensive.

M. Charles Gide répondra sans doute que les petits capitaux s'associent et participent aux grandes entreprises. L'association a de solides vertus : elle n'a pas celle du miracle. L'association peut organiser les forces, leur donner toute efficacité, elle ne peut créer ces forces. Ainsi, une poussière de capitaux n'est pas une force de production. Chaque parcelle n'est qu'un titre à consommer, et il y a plus de prodigues, de jouisseurs, que d'avares et d'ascètes. L'égalisation des fortunes, c'est-à-dire la propriété morcelée, les capitaux émiettés poussent à consommer toujours plus, cependant qu'ils paralysent la production toujours plus. C'est le rêve des ventres. C'est le découragement des bras.

Les tout petits capitalistes sont à la fois timides et ignorants. Quand ils ne placent pas leur agent sur l'État, ils le confient stupidement aux aigrefins. Les plus intelligents ne le hasardent que dans les entreprises qui ont déjà réussi, les grandes mines, les chemins de fer, etc. Seuls, les gros capitaux peuvent s'associer utilement ; seuls, ils ont l'initiative, l'audace, la compétence et l'intelligence qui conviennent à une sage administration de la richesse sociale ; seuls, ils stimulent vraiment la production.

Pour une production de plus en plus intense, il faut un machinisme perfectionné, cher, une extrême

division du travail, un commerce audacieux, un crédit large, sûr, des moyens de transports rapides et sillonnant le pays en tous sens, — toutes conditions qui ne se peuvent réaliser pleinement qu'avec un patriciat très restreint, mais puissant, le minimum de parasitisme petit bourgeois, et un prolétariat très nombreux, mais organisé

M. Charles Gide finit par le reconnaître, d'ailleurs, avec sa netteté habituelle : « Nous sommes convaincu, dit-il, que le ralentissement dans l'essor économique de la France, qui se laisse de plus en plus distancer par les autres pays, est lié au ralentissement du mouvement de la population. »

J.-B. Say avait montré déjà que « l'homme est un débouché pour l'homme ».

*
**

L'extension du commerce extérieur (importation et exportation) est en rapport direct avec le mouvement de la population.

De la période de 1871-1875 à la période de 1901-1904, la statistique Jules Jacob nous montre la progression de la population et du commerce pour les nations suivantes : France, 7 et 22 p. 100 ; Italie, 21 et 23 p. 100 ; Autriche-Hongrie, 26 et 37 p. 100 ; Grande-Bretagne, 30 et 36 p. 100 ; Allemagne, 38 et 81 p. 100 ; Belgique, 41 et 88 p. 100 ; Pays-Bas, 50 et 269 p. 100. Nous voyons donc l'activité économique de l'Allemagne, par exemple, s'accroître avec sa population, et celle de la France se ralentir avec sa natalité.

Mais il s'agit de la surpopulation mondiale. Actuellement, un Français n'a qu'à s'en tenir au point de

vue national, — et c'est le plus sûr moyen de servir l'Humanité.

Proudhon pensait que la production s'accroît plus vite que la population. Pour lui, c'est la désorganisation du travail qui suscite le paupérisme. Il demandait comment, dans le même laps de temps où la richesse nationale avait quintuplé, alors que la population ne s'était accrue que de 50 p. 100, il se faisait qu'il y eût encore des meurt-de-faim. « Que l'on me réponde s'écriait-il, avant de s'inquiéter de la postérité, et de chercher quel nombre d'habitants pourra tenir sur le globe ! »

De même, Arsène Dumont écrivait : « Ce qu'il faudrait se demander, au contraire, c'est bien plutôt si la petite Europe pourra jamais, sans s'épuiser, parvenir à alimenter un courant d'émigration suffisant pour imposer son génie à des populations quatre fois plus nombreuses. En tout cas, la France se trouve dès à présent, par le seul fait de sa faible natalité, incapable d'aucune action durable sur les nations barbares. Les cités grecques souffrirent, les unes de l'oliganthropie comme la France, les autres de l'excès de population qui les força à fonder des colonies. Qu'on se demande lequel de ces deux maux a été le plus préjudiciable à la civilisation grecque et au progrès de l'humanité. Si l'oliganthropie eût été générale, l'hellénisme eût été un phénomène sans conséquence, comme une fleur double qui meurt sans graine. Grâce à ses colonies, dispersées dans tout le bassin de la Méditerranée, il s'est répandu sur notre Occident comme un ferment incomparable d'activité cérébrale ; en ce qu'il avait de meilleur, il est devenu indestructible. »



Il n'en reste pas moins que, si la population ne double point tous les vingt-cinq ans, ni tous les siècles, si même son développement se ralentit de plus en plus, alors que les progrès industriels s'accélèrent, il doit arriver un moment où la production ne pourra plus progresser, parce que tout notre globe terraqué sera occupé et exploité, alors que la population continuera à s'accroître, si lentement que ce soit.

Mais chaque génération a sa tâche. Ce n'est pas la nôtre, certes, et surtout pour des Français, d'obvier aux maux lointains, et peut-être imaginaires, de la surpopulation mondiale. Nous connaissons les races et les civilisations qui ont disparu par disette d'hommes, nous n'en savons pas qui aient péri par pléthore.

Non seulement les nations, mais encore les peuples continentaux sont des vases communicants. Avec les échanges, la circulation, les facilités et les moyens de transports rapides, le trop-plein des uns se déverse presque aussitôt sur les autres. Et là est le danger immédiat, réel, pour la France, comme pour toute la civilisation occidentale, — et non pas seulement de la dépopulation absolue, mais d'un ralentissement trop prononcé de la natalité.

Malgré son ordinaire perspicacité, Arsène Dumont écrivait, il y a vingt ans : « Désormais, aucun peuple n'est capable de soutenir la lutte contre les nations européennes » Port-Arthur, Moukden, Tsousima proclament le contraire.

Lorsque l'Humanité sera organisée, et cela ne sera que dans plusieurs siècles, on pourra songer au danger de la surpopulation mondiale. Jusque-là, c'est

celui de la dépopulation nationale, voire occidentale, que nous avons à redouter.

Au reste, la tâche de nos arrière-neveux sera plus facile que la nôtre, et ils seront mieux préparés à l'accomplir. On peut l'indiquer en passant, ne serait-ce que pour mettre en lumière l'aptitude du positivisme à tout ordonner.

Ici, Proudhon a rejoint Comte. Ses vues sont positives. Elles valent d'être rappelées.

Pour Proudhon, tout accroissement de production exige un surcroît de travail. Les machines ne font que déplacer le travail, en réalité elles l'augmentent. Par exemple, elles le transfèrent parfois des muscles au cerveau. S'instruire, consommer avec plus de délicatesse, tous les actes de sociabilité provoquent une dépense considérable d'énergie. Or il y a antagonisme entre le travail et l'amour. La faculté industrielle ne s'exerce qu'aux dépens de la faculté prolifique. La chasteté est compagne du travail, de l'art, de toute activité sociale.

Normalement, l'amour physique s'éteint dans le mariage. L'époux doit arriver à aimer sa femme comme l'ouvrier à aimer son travail, d'un amour spirituel. Avec Auguste Comte, Proudhon estime que la chasteté est l'idéal de l'amour. « A mesure que le travail augmente, dit-il, l'art surgissant toujours du métier, le travail perd ce qu'il avait de répugnant et de pénible ; de même, l'amour, à mesure qu'il se fortifie, perd ses formes impudiques et obscènes. »

Ainsi, la période de fécondité ne s'étend pas au

delà de dix à quinze années. « Dix ans de pratiques conjugales doivent suffire pour rebuter un homme, dit Proudhon, à moins que son intelligence ne décline ou que son cœur se déprave. » Si la jeunesse et la beauté font l'étreinte conjugale gracieuse et chaste, passé quarante ans, ce n'est plus que vilain et grotesque. Le respect dû aux enfants invite aussi les parents à s'abstenir. D'après Proudhon, le mariage ayant lieu, pour l'homme, à vingt-huit ans, pour la femme, à vingt et un, la durée de l'allaitement étant de quinze à dix-huit mois, le nombre des enfants ne peut dépasser cinq par ménage. A ce compte, la population ne s'accroîtra que d'un dixième par trente ans et ne doublera qu'en trois siècles. Au surplus, l'activité productrice s'accroissant, la période de fécondité se restreindra. Puis, les célibataires deviendront plus nombreux. Tous les individus ne sont pas propres au mariage.

Proudhon a prévu une meilleure économie des produits de la terre, et non point par les privations, mais par l'extension du bien-être. Il considère un certain luxe comme une manière d'épargne. Par la diversité et le raffinement des besoins, on évitera les gaspillages et conséquemment les famines. « C'est parce que le prolétaire ne consomme pas assez, dit-il, qu'il mange trop. »

On le voit, Proudhon est là bien près du positivisme. Mais s'il reconnaît que le problème est moral et non physique, il est encore trop anarchiste pour convenir qu'il ne peut y avoir de fonctions sans organe, et que pour régler la population il faut un pouvoir. Même s'il ne s'illusionne pas trop sur la moralisation spontanée qui harmonise et équilibre, il ne saurait lui attribuer qu'une efficacité, celle de modérer la prolifération.

Le positivisme est plus complet. Le pouvoir spirituel qu'il institue réglera la population, d'abord nationalement, puis occidentalement, enfin universellement. Et régler, c'est aussi bien pousser que retenir. Ainsi, le pouvoir spirituel « réglera moralement le mariage sans l'entraver politiquement ». Il tiendra compte, d'abord, de l'équilibre naturel, il l'aidera à s'affermir, puis il le perfectionnera.

Le malthusisme déprave. Il détraque. « A partir de trente ans, le premier accouchement est presque toujours difficile, et parfois terrible, nous dit un praticien, le docteur Burlureaux, tandis que les accouchements accidentés sont tout à fait exceptionnels chez les jeunes mères d'environ vingt ans. » En tout cas, on ne saurait contester qu'il enraye la sélection, qu'il la fausse et la fait jouer à rebours, en provoquant, par la stérilité volontaire, l'extinction des individus et des races les plus élevés au profit des individus et des races inférieurs.

Auguste Comte ne pouvait donc être plus indulgent que Proudhon pour cette « immorale aberration » qu'est « la doctrine sophistique de Malthus ». Au reste, il s'est peu occupé de la question de la population, qui ne se posait pas, alors, dans les mêmes termes qu'aujourd'hui. Le péril national de l'oliganthropie restait lointain et obscur, et Malthus avait attiré l'attention de l'autre côté. Voici, pourtant, ce qu'en dit Comte :

« Les espèces animales deviennent, en général, d'autant moins fécondes qu'elles occupent un rang plus élevé dans la grande hiérarchie biologique. C'est pourquoi notre race serait la moins abondante de toutes, si sa providence artificielle n'avait toujours compensé de plus en plus son infériorité naturelle.

Malgré sa stérilité comparative, la pluralité des enfants y constitue pourtant une condition évidente de sa perpétuité et de son accroissement. Puisque l'existence s'y prolonge ordinairement jusqu'au double de l'âge où commence moyennement les fécondations utiles, il faut que chaque couple normal y produise au moins un enfant de chaque sexe. Mais, outre que ce nombre rendrait la population humaine seulement stationnaire, il ne suffirait pas même pour y compenser une fréquente stérilité et la mortalité antérieure au développement. On est ainsi conduit à faire provenir de chaque mariage humain trois enfants dont le sexe diffère, suivant l'usage statistique de compter cinq têtes par ménage. Ce nombre suffit, surtout dans l'ordre moderne, pour que notre population se maintienne et même s'accroisse lentement, comme l'indique une judicieuse observation, qui rectifie les dangereuses aberrations d'une fameuse école économique. »

A. Comte spiritualise le mariage. Le but du mariage n'est point la procréation, c'est le perfectionnement réciproque des époux, l'homme par le cerveau, la femme par le cœur. L'union chaste devient l'idéal. Peu à peu, après des siècles de promiscuité et de bestialité, l'homme est parvenu à aimer purement la mère, la fille, la sœur. De même, il en viendra à aimer purement l'épouse. Cet idéal, il va sans dire, on s'en approchera toujours, sans l'atteindre jamais. Grâce à son relativisme, il ne restreint donc point la fécondité possible. Il n'engage à la chasteté, comme le catholicisme, que ce qui doit être chaste, — soit pour le perfectionnement physique de la race, en évitant ainsi la transmission des tares, des maladies et des infirmités héréditaires, soit pour le perfectionnement moral, en faisant surgir, comme exemples à approcher,

des types de pureté, de sainteté et de grandeur. Mais le positivisme est plus humain que tout théologisme, en ne privant personne, même les stériles, des douceurs du mariage, des joies de la paternité et du bonheur réconfortant de la famille, par l'institution du mariage chaste et la généralisation de l'adoption. Ainsi « sera dignement réglée la procréation humaine ».

« Beaucoup de maladies se transmettent, et même s'aggravent, par l'hérédité, dit A. Comte; en sorte que des milliers d'enfants naissent chétifs pour mourir bientôt, sans que leur existence ait jamais cessé d'être un fardeau. Dans la civilisation moderne, où toutes les naissances sont également protégées, ces tristes résultats se multiplient davantage que chez les anciens, qui détruisaient la plupart des rejetons débiles. En scrutant assez cette grande question, on trouverait peut-être que le quart des populations occidentales devrait sagement s'abstenir de toute procréation, pour concentrer une telle fonction chez les couples convenablement disposés. Quand on soignera la propagation de notre espèce autant que celle des principales races domestiques, on reconnaîtra la nécessité de la régler aussi. Mais cela ne peut résulter que de la libre institution des mariages chastes d'après la théorie positive de l'union conjugale, où les relations sexuelles ne sont pas directement nécessaires. Car l'interdiction légale du mariage, souvent invoquée par les médecins contre les maladies héréditaires, offrirait un remède non moins odieux qu'illusoire. L'influence privée et publique de la religion positive peut seule produire, à cet égard, des résolutions qui manquent autant d'efficacité que de dignité quand elles ne sont pas pleinement volontaires.

Dans ces unions exceptionnelles, la vraie nature du mariage deviendra mieux appréciable, lorsque les deux âmes seront bien organisées. Un usage étendu de l'adoption y permettra même l'essor des autres affections de famille, en soulageant d'ailleurs les couples spécialement voués à la propagation. »

Si le Maître avait envisagé la question de la dépopulation, il l'eût résolue de même. Sous un aspect ou sous l'autre, la solution du problème de la population est dans l'ordre, — et celle de tout problème social. Le catholicisme et le positivisme sont les deux seules doctrines complètes et universelles, et donc les seules qui peuvent mettre fin à l'épouvantable anarchie intellectuelle, morale et sociale, dont la question de la population et les opinions violemment contradictoires qu'elle suggère ne sont qu'un cas, une manifestation. Tout remède empirique, tout traitement spécial, toute idéologie — surtout le malthusisme qui ne s'adresse qu'aux intérêts particuliers, aux passions personnelles — ne feront qu'aggraver cette anarchie, démoraliser, troubler, dissoudre, et donc dérégler plus encore.

En examinant, dans l'article suivant, le néo-malthusisme, on poursuivra cette démonstration.

G. DEHERME.

La Mystification dreyfusienne

Comme tout ce qui sort de la plume de ce curieux et paradoxal écrivain, *la Révolution dreyfusienne* — une plaquette, mais si pleine de choses ! — a été

accueillie, avec le plus vif intérêt, par le public pensant. On y retrouve les qualités et les défauts de M. Georges Sorel, c'est-à-dire quelque inaptitude aux vues synoptiques, une observation, âpre et fouillée, du détail.

M. Sorel a suivi pas à pas la volumineuse et indigeste histoire de l'affaire Dreyfus, par M. Joseph Reinach ; et, chemin faisant, il a colligé une gerbe touffue de remarques piquantes et de notations suggestives. Non qu'il ait rouvert le débat sur la question de fait originelle : l'innocence ou la culpabilité du capitaine Dreyfus. De cela, M. Georges Sorel ne s'est, un instant, préoccupé. Sans doute, ainsi que beaucoup de ceux qui, par scrupule juridique et générosité d'âme, embrassèrent la cause de Dreyfus et de ses tenants, estime-t-il qu'on n'a plus à prendre souci de martyrs largement indemnisés, si indemnisés, qu'ils sont actuellement en sérieux bénéfice et qu'ils se trouvent avoir placé leurs souffrances à intérêts usuraires. Au point de vue israélite et dreyfusien — nous ne disons pas dreyfusard — l'Affaire apparaît, tout bien compté, comme une excellente affaire.

Ce que nous reprocherons à M. Georges Sorel, passant de l'analyse à la synthèse, c'est d'avoir qualifié cette affaire de révolution. Le mot est gros. Il faut en rabattre presque tout. Dans le recul des années, l'Affaire Dreyfus, si vaste par le bruit qu'elle a causé, la littérature qu'elle a engendrée, les remous politiques et sociaux qu'elle a, pour un temps, provoqués, les espérances et les illusions qu'elle a suscitées, nous produit l'effet d'un épisode très mince en soi. Cela nous avait une vague allure d'épopée, un faux air d'hégire, et cela tiendra en dix lignes dans l'histoire. Comment un esprit aussi informé et aussi

averti que M. Georges Sorel, à qui l'on n'en fait pas aisément accroire, a-t-il pu s'y tromper ? Montagne en baudruche gonflée, laquelle n'a même pas accouché de la vulgaire souris !

Nous ne méconnaissons pas ce qu'il y a d'ingénieux dans le rapprochement et la confrontation, auxquels s'est livré M. Sorel, des événements dreyfusiens et de la définition d'une révolution, donnée par Renan. Mais l'ingéniosité confine souvent à la spéciosité. Nous craignons que les faits n'aient ici qu'un rapport, lointain et factice, d'analogie avec la théorie de M. Sorel.

En quoi aurait consisté la révolution dreyfusienne, au gré de M. Sorel ?

En ce qu'elle aurait fait succéder au régime parlementaire un nouveau régime, que l'auteur s'abstient, d'ailleurs, de définir. De même que la grande Révolution a consisté dans la dépossession de la noblesse et du clergé, au profit du tiers-état, la révolution dreyfusienne aurait tenu dans l'éviction de l'aristocratie républicaine, par quoi était assuré le fonctionnement régulier du parlementarisme français.

Or, une erreur flagrante est au point de départ de ce raisonnement. Où M. Georges Sorel prend-il le parlementarisme antérieur à l'Affaire Dreyfus et l'aristocratie républicaine, comparable à la pairie britannique ?

M. Georges Sorel a trop l'habitude de la probité et de la précision dans les mots, pour ne pas entendre par régime parlementaire un ensemble d'institutions caractérisé par la prépondérance d'une aristocratie terrienne et héréditaire, un pouvoir central traditionnel, mais limité et pondéré, une Chambre basse élue au suffrage restreint, une large autonomie des pou-

voirs locaux, la coexistence et le balancement de deux partis loyalistes. Le parlementarisme, c'est tout cela réuni.

Rien de tel n'a existé, en France, à aucune époque, même sous la Restauration et la Monarchie de Juillet, où l'on s'était pourtant plus approché qu'en 1875 du modèle anglais.

Et il faut, à cet endroit, rendre à Auguste Comte cette justice d'avoir, le premier, discerné que le parlementarisme était spécial, intime, inhérent à la Grande-Bretagne, partant intransplantable, inimitable, incommunicable ; ce pendant que Joseph de Maistre prophétisait le passage, auquel nous assistons, de l'état parlementaire à l'état démocratique, chez nos voisins d'outre-Manche.

Depuis 1875 jusqu'à l'Affaire Dreyfus, encore que la logomachie politique ait comporté de complaisantes allusions à la République parlementaire, nous n'avons eu, en France, qu'une informe adaptation du parlementarisme, reconnaissable à ces deux signes, grossièrement extérieurs, du bi-camérisme et du gouvernement de cabinet. Rien que l'intrusion du suffrage universel et l'absence d'institutions locales s'opposait suffisamment à ce qu'il y eut parlementarisme en France. Et c'est, de la part de M. Georges Sorel, condescendance excessive que d'accorder le titre d'aristocratie prépondérante à la fausse élite des politiciens opportunistes, malgré leur tendance à la transmission héréditaire des prébendes législatives et budgétaires. Nous ne reviendrons pas sur la démonstration, que nous estimons péremptoire, faite dans notre opuscule, *la Décentralisation administrative et sociale*, de l'incompatibilité absolue des deux constitutions contradictoires que nous subissons, celle de

l'an VIII et celle de 1875, et de l'inhabileté française à comprendre et à pratiquer les complexités et les finesses d'un parlementarisme, d'ailleurs faussé et adultéré sur sa terre d'origine.

Mais convenons qu'on pouvait s'y tromper, aux environs de 1898. Il y a lieu d'être indulgent aux erreurs qu'on a soi-même partagées et professées. Nous avons cru nous-même, en ces temps déjà lointains, à la constitution définitive de deux grands partis parlementaires : opportunistes et ralliés unis, radicaux et socialistes associés. Il nous semblait qu'après une ère inévitable d'essais incohérents, le parlementarisme français était né, grâce à l'alternance harmonieuse au pouvoir, en une série indéfinie, de whigs succédant aux tories, et ainsi de suite. Nous nous étions laissé prendre au piège d'une ressemblance superficielle et temporaire.

Non, l'Affaire Dreyfus n'a causé aucune révolution dans notre pays. Elle n'a pas subverti le parlementarisme, pour cette raison décisive qu'il ne lui préexistait pas.

Quant à l'aristocratie républicaine, c'est-à-dire, et plus exactement, la bourgeoisie opportuniste et modérée, que M. Georges Sorel se rassure sur le compte de celle-ci. Elle est toujours en possession de sa part d'influence, de pouvoirs et de bénéfices. A peine a-t-elle à déplorer cette contrariété d'avoir eu à serrer quelque peu ses rangs, au banquet, pour faire place à de nouveaux arrivants, à une catégorie inédite de parties prenantes et mangeantes : les politiciens socialistes. L'arrivée des couches socialistes à la curée, la politicianisation du socialisme : tel est l'unique résultat de l'Affaire Dreyfus. Une révolution ? Non. Une mystification tout au plus.

Ce qui a pu faire illusion à M. Georges Sorel, c'est la résistance initiale de cette aristocratie bourgeoise. Comme la chèvre de M. Seguin, elle a lutté jusqu'au petit jour, mais, dès l'aube blanchissante, elle s'est offerte au loup. M. Sorel a très bien vu que la bourgeoisie moderantisante répugnait profondément, dans son for intérieur, à la politique dreyfusienne. Le premier mouvement de la bourgeoisie fut de se roidir, mais le second, de capituler. Sur ce point, nous en appelons à M. Georges Sorel lui-même appréciant les résultats invraisemblables des élections de 1902. Cette consultation nationale se montra en absolue contradiction avec les expressives et précédentes manifestations de l'opinion. C'est le gouvernement, en 1902, qui était de l'opposition, comme l'a si bien dit M. Viviani, un jour que ce fougueux diseur de riens sonores se trouvait en veine d'observations concrètes. Or, la bourgeoisie modérée ne tient jamais longtemps tête aux préfets et aux sous-préfets. Pour qu'elle cède, il suffit de la sevrer de décorations et de faveurs administratives. Après quelques jours de ce régime, elle se rallierait au gouvernement de M. Pataud. Et comme, d'autre part, les politiciens socialistes, pressés de jouir et de se nantir, ne demandaient que la paix, celle-ci fut tôt conclue, le pacte vite noué. Il était réservé à M. Clemenceau de parachever la chose. Nous étions exploités, avant l'Affaire, par un consortium d'opportunistes et de radicaux. Dans ce consortium, les socialistes apprivoisés sont venus prendre rang. Toute la révolution dreyfusienne est dans cette accession des bousingots révolutionnaires, dont Briand restera le prototype.

Que M. Georges Sorel veuille bien jeter un coup d'œil sur la composition du cabinet présidé par

M. Aristide Briand. Il y trouvera, à côté de gros bonnets socialistes, MM. Barthou et Cochery, membres très représentatifs de l'aristocratie républicaine prétendument éliminée. Si M. Méline n'y figure pas, c'est que cet homme d'État, vieilli et fatigué, n'a plus le goût du pouvoir. Mais, s'il eût eu l'ambition de devenir le collègue de M. Viviani, rien ne l'aurait empêché de la satisfaire.

M. Georges Sorel n'aura pas cette ressource d'alléguer, pour expliquer le cas de MM. Barthou et Cochery, que, sous la grande Révolution, la noblesse, le clergé, voire la famille royale, eurent leurs transfuges. La paradoxale conjonction des bourgeois modérés et des socialistes révolutionnaires se reproduit, à tous les étages de l'édifice politique, dans la province, dans l'arrondissement, dans le canton et dans la commune. Rien ne reste dans l'opposition que les monarchistes, les catholiques pratiquants et les syndicalistes : c'est la réconciliation, immense et universelle, dans et pour l'exploitation du pays.

En écrivant sa brochure, M. Georges Sorel n'a certes pas eu l'intention d'être agréable aux dreyfusiens. Or, rien ne pouvait mieux agréer à ces derniers que de les représenter comme les auteurs d'une révolution, avec tout ce que le mot implique de désintéressement, de luttes et de privations. Nous nous refusons à voir un renouveau dans une série d'événements, lesquels peuvent bien avoir accéléré le développement de germes d'anarchie déjà anciens, mais n'ont abouti qu'à neutraliser le ferment de réforme contenu dans le mouvement socialiste.

Biffons Révolution et écrivons Mystification et Régression. L'Affaire a laissé désillusionnés, dépris, écœurés jusqu'à la nausée inclusivement, tous ceux

qui, en toute sincérité, avaient cru et tâché à une rénovation. Partis de la Justice, de la Vérité et de la Démocratie, nous avons eu tôt fait d'arriver aux portefeuilles ministériels, aux prébendes, aux bureaux de tabac et aux palmes académiques.

Et maintenant, Deherme peut venir avec son positivisme. Notre réceptivité est grande, après la mystification dreyfusienne, à une doctrine qui tend à prouver le néant de suffrage universel, de la démocratie, du parlementarisme et autres balançoires. Nous sommes prêts à parcourir, en sens contraire, le chemin qui conduisait jadis Littré, du positivisme au parlementarisme.

J. DESSAINT.

Revue des Opinions, des Faits et des Idées

LE SCRUTIN DE LISTE

Le suffrage universel, sous quelque forme que ce soit, ne peut être que ce qu'il est au fond : radicalement absurde et anarchique, puisque c'est la domination du nombre et le choix des supérieurs par les inférieurs.

La réforme électorale n'y changera rien. N'avons-nous pas expérimenté le scrutin de liste, d'ailleurs ?

Et voici l'anecdote que *le Cri de Paris* raconte à ce sujet :

« N'oublions pas, toutefois, que le scrutin de liste a produit, en 1885, une chose admirable, impossible avec le scrutin d'arrondissement.

« Un député élu en 1881, au scrutin d'arrondissement, fut atteint de folie en 1884. Il était enfermé depuis un an dans un asile d'aliénés, quand eurent lieu les élections de 1885. Sans sortir de l'asile, il fut porté sur la liste radicale de Paris, et élu. Et, toujours sans sortir de son asile, il continua de voter et de signer des lettres de recommandation ! « Vive le scrutin de liste ! »

LES OUVRIERS MINEURS

Quelques chiffres intéressants cités par *la Grande Revue* :

L'exploitation des mines occupe en France 200.000 ouvriers, dont 14.000 enfants et 3.850 femmes.

En un demi-siècle, le salaire de ces ouvriers a à peu près doublé.

La mortalité accidentelle a notablement diminué depuis soixante-dix ans. Pour 10.000 ouvriers, le nombre de tués était de 41 pour la période 1833-1842 ; 28,6 pour 1863-1872 ; 17,8 pour 1883-1892 ; enfin 11,5 pour 1893-1902.

Les accidents sont trop nombreux encore. « L'année 1906, qui n'a été marquée par aucune catastrophe retentissante, a compté 32.090 accidents, faisant 33.327 victimes : 1.331 tués et 31.996 blessés. » Ainsi, tous les ans, un ouvrier mineur sur six est victime d'un accident plus ou moins grave.

« Aux accidents, il faut ajouter la maladie : l'anémie fait de nombreuses victimes ; les sciatiques et les rhumatismes articulaires atteignent les ouvriers du fond dans la proportion de 80 p. 100. Certaines

affections sont particulières au mineur ; c'est le cas de l'hydarthrose du genou, due à la position du travailleur, de l'ankylostomiase (troubles intestinaux déterminés par de petits vers logés dans l'intestin grêle, qui, dans la Loire, atteint la moitié des ouvriers des mines. »

*
*
*

LES PROGRÈS DE L'ENSEIGNEMENT PRIMAIRE

Le nombre des écoles primaires s'élève cette année à 92.480, en augmentation de 2.040 sur l'année dernière.

La fréquentation révèle un total de 7.953.968 enfants, chiffre supérieur de 93.500 à celui de l'année précédente. On compte aussi 108.805 instituteurs et institutrices, dont 60.095 ont le brevet simple et 48.790 le brevet supérieur. Dans les écoles privées, en outre, on compte 70.805 maîtres et maîtresses, dont la plupart n'ont que le brevet simple.

L'enseignement primaire fait donc d'incontestables progrès. Ce qui n'empêche point, d'ailleurs, l'alcoolisme, la débauche, la criminalité et la sottise d'en faire aussi.

*
*
*

LES ASSURANCES CONTRE LES ACCIDENTS

Ici même, dans notre n° 42, pages 174-175, nous avons reproduit quelques chiffres de source officielle concernant « les accidents du travail » et leur assurance. Un anonyme nous envoie une feuille imprimée, signée par le docteur Ch. Levassort, et dont

les chiffres semblent contredire ceux que nous avons cités.

Loin de subir des pertes, les établissements assureurs distribueraient des dividendes variant entre 11 à 54 p. 100. Les sommes distribuées aux actionnaires étaient de 721.000 en 1889, 2.780.535 francs en 1899, 3.241.800 francs en 1908.

Soit. Mais si tout le monde gagne tant aux sinistres, les compagnies, les actionnaires, et aussi les médecins et les pharmaciens, on se peut demander ce qui revient aux ouvriers victimes.

« Les principaux actionnaires des compagnies, nous dit notre correspondant anonyme, sont des parlementaires. Aussi, s'explique-t-on qu'ils aient voulu imposer la loi aux marchands de bois qui n'en veulent point. Ce n'était pas par esprit démocratique, mais simplement pour augmenter le chiffre d'affaires ! »

Soit encore. Mais il en est ainsi de tous les actes parlementaires : ce n'est pas une raison pour repousser une réforme sociale, même quand ce n'est au fond qu'un expédient. Dans le désordre présent, on n'a pas à être si difficile.

Notre anonyme pouvait s'en tenir là. Nous étions avertis. Mais il a ajouté, en marge de notre n° 42 : « Généralement, les compagnies d'assurances paient cher de semblables insertions. L'honnêteté comtiste ne serait-elle pas à l'épreuve de l'or ? » Cet anonyme est donc, à tout le moins, un triple niais. Et le comtisme n'y est pour rien. Nous conseillons à cet anonyme de s'assurer au plutôt contre les accès fâcheux auxquels il paraît sujet — et contre leurs conséquences possibles. L'anonymat n'est pas toujours une garantie suffisante.

LA PETITE PROPRIÉTÉ

On a beaucoup discuté sur la question de la concentration de la propriété agricole annoncée par Auguste Comte et par Karl Marx. Voici quelques chiffres, provenant d'une enquête faite par le ministère des Finances, qui semblent indiquer un mouvement assez sensible dans le sens de la concentration :

	1892	1908	
Très petite propriété (moins de 1 hectare)	2.235.405	2.087.851	— 147.554
Petite propriété (1 à 10 hectares) . . .	2.617.557	2.523.713	— 93.844
Moyenne propriété (10 à 40 hectares).	711.118	745.862	+ 34.744
Grande propriété (40 à 100 hectares) . .	105.391	118.497	+ 13.106

PAR TOUS.

Les Livres qui font penser

La Splendeur catholique. Du Judaïsme à l'Église, par PAUL LÆWENGARD, 3 fr. 50 (Perrin, édit., 35, quai des Grands-Augustins). — Juif, l'auteur vient de se convertir au catholicisme avec éclat. Dans la dédicace à son parrain, un prêtre, Juif aussi, comme les Ratisbonne, Mgr Joseph Lémann, il dit : « A vingt-huit ans, j'étais un Juif satanique, impie, sensuel, fou d'orgueil. A vingt-neuf ans, la Providence a dirigé mes pas vers une église où vous annoncez la parole de Dieu... A trente et un an, après deux

ans d'attente, de désir, je fus baptisé enfin. Et aujourd'hui, le Juif impie et orgueilleux s'efforce d'être un chrétien soumis à Jésus-Christ et à son Église. »

Ce croyant fut un « intellectuel », comme Adolphe Retté, récemment converti aussi. Et dans le plus mauvais sens. A. Retté, poète de grand talent et anarchiste turbulent, mais Français et d'une robuste vitalité, pouvait être aisément touché par quelque grande vérité sociale. Il en était tout autrement pour celui-ci. Poète médiocre, décadent, haïssant la vie, méprisant les êtres, pour se mieux grandir, pour s'admirer dans son minuscule moi, — de ce type misérable, si commun dans toutes les prétentieuses petites revues littéraires, — Paul Lœwengard était aussi éloigné qu'il se puisse imaginer de cette discipline de bon sens, de modestie, de mesure, de clarté, d'ordre qu'est le catholicisme. Tout était là contre : son sang, son milieu, sa culture, ses passions. Il s'est fait baptiser pourtant. Et voilà le miracle.

L'Université l'avait formé. Il ne pouvait qu'être littéraire, négateur ou révolutionnaire : étant une âme inquiète, il fut tout cela, successivement, comme sa nature quelque peu morbide le comportait. Après la poésie, il chercha l'excitant nécessaire aux débiles, « l'ivresse », comme il dit, chez les métaphysiciens et les psychologues, et surtout parmi ceux qui avaient cours au lycée : « Spinoza, Kant, Fichte, Hegel, Schopenhauer, Hartmann, Th. Ribot, Taine m'échauffèrent le cerveau, dit-il, jusqu'à me donner des palpitations de cœur, et jusqu'à m'amener au bord de la folie... »

Je tiens à faire remarquer que, dans cette liste, Auguste Comte n'est pas cité, — et c'est le seul qui puisse rallier et relier, soumettre et guider. Il est vrai que ce n'est qu'un génie français. « L'ultra-romantique Frédéric Nietzsche, chez qui le romantisme s'exaspère en mégalomanie de paralytique général, ajoute M. Lœwengard, me séduisit comme il séduisit toute une partie de la jeunesse intellectuelle. Ce névropathe déchaîna en moi la névrose, cette « névrose juive », qui n'est point particulière aux Juifs, mais qui, reconnaissons-le, en frappe un très grand nombre. Tous mes instincts malsains, ce philosophe les a

légitimés, glorifiés, exaltés. » Mais c'est précisément ce que l'individu dérégulé, dissocié demande aux théories. Et c'est ce qui explique, dans le désarroi moral présent, le succès du nietzschéisme, des aberrations métaphysiques, de toutes les « attitudes » et les « originalités » littéraires, politiques et philosophiques. L'individu ne tient plus qu'à ses caprices, à ses propres émotions, et toute sa logique ne s'applique qu'à élaborer les justifications de ses fantaisies dans la pensée, l'action et l'affection. C'est la folie occidentale dénoncée par A. Comte. L'hostilité du vulgaire contre le catholicisme et le positivisme, qui sont des disciplines qui ne se prêtent à aucune complicité de ce genre, n'a pas d'autre cause.

M. Paul Lœwengard fut un de ces insensés. Il nous dit tout ce qu'il a sacrifié aux sens et à la vanité, et combien il en a souffert au fond. Les étapes de sa conversion furent douloureuses. C'est le malheur qui l'a rappelé au bon sens. Toute sa confession est instructive. Un positiviste y est fortifié sur ses assises. Il en est de même, j'imagine, pour un catholique.

Mais peut-être n'est-il pas aussi complètement guéri qu'il le suppose. Il faut l'en avertir. On voit qu'il prise trop encore sa prétendue « sensibilité d'artiste ». Malgré tant d'efforts sincères, son orgueil — celui de sa race, de ses penchants personnels, de son « attitude » d'esthète — ne semble pas tout à fait vaincu. Et par là, il va au mysticisme qui mène à l'hérésie. Chez un Retté, par exemple, l'âme est mieux assainie, parce que plus humiliée.

M. Paul Lœwengard nous annonce qu'il va consacrer son activité à montrer aux siens la voie de salut : « Convertir les Juifs, dit-il, c'est résoudre la question juive. Incorporés à l'Église catholique romaine, les Juifs seront catholiques romains avant d'être Juifs ; ou plutôt ils reconnaîtront dans l'Église l'Israël véritable. Alors ils soutiendront et consolideront les patries chrétiennes, au lieu de les saper et de les détruire. Nous n'aurons plus des Crémieux, des Karl Mârx et des Lassalle, mais seulement des Ratisbonne, des Hermann et des Lémann. Et la franc-maçonnerie et la révolution se heurteront contre la milice

d'Israël, cette réserve de Dieu dont parle Isaïe : « Il m'a « tenu en réserve dans son carquois et Il m'a dit : « Tu es « mon serviteur, je t'ai choisi pour annoncer ma gloire en « Israël. »

Peut-être ne serait-il pas sans inconvénients, et pour l'Église même, que les 70.000 Juifs de France se convertissent en bloc. Mais il n'y a pas que le catholicisme.

Rallier et relier les Juifs, dans un ordre social, c'est résoudre la question juive, — comme incorporer le prolétariat à la Cité, c'est résoudre ce qu'on a appelé la « question sociale ». Et le positivisme y est aussi propre, efficace, déjà, que l'Église. Il est désirable, d'ailleurs, que les Juifs assimilables se partagent pour suivre ces deux courants qui convergent socialement. Quant aux autres, il faut que le sionisme pratique immédiat les recueille.

Il est évident que MM. Adolphe Retté, poète et anarchiste, et Paul Lœwengard, décadent et métaphysicien, ne pouvaient entendre le positivisme. Rien ne montre mieux combien la grande puissance sociale de l'Église est nécessaire. Mais les chefs catholiques devraient reconnaître, enfin, qu'il est d'autres esprits qui ont aussi besoin de se rallier et de se relier et qui ne peuvent entendre leur théologisme. A ceux-ci, le positivisme est non moins nécessaire.

Il y a dans ce livre vivant de beaux accents de sincérité passionnée.

Notes sur Auguste Comte, par un de ses disciples, 3 fr. 50 (G. Crès, éd., 3 bis, rue de la Sorbonne). — Les derniers disciples qui avaient connu le Maître viennent de disparaître en quelques mois : Pierre Laffitte, docteur Segond, docteur Delbet, docteur Audiffrent, M. Deroisin, l'auteur de ces *Notes*, reste seul, sans doute.

Son témoignage n'en est donc que plus précieux pour nous. Mais nous ne l'accepterons sans réserve que lorsqu'il accentue les traits de la grande figure que nous avons appris à aimer. Nous négligerons les petits racontars qui effacent et troublent. C'est que l'auteur, devenu aveugle, a dicté ces *Notes* d'après ses souvenirs. « J'ai un grand regret, dit-il, de n'avoir pas noté ce que je voyais et j'enten-

dais auprès d'Auguste Comte. » Ce procédé est des plus défectueux. Même quand on n'a pas le désir vaniteux d'étonner l'auditeur ou le lecteur par le pittoresque, la mémoire n'a retenu — surtout après soixante ans et plus — que ce qui est excessif, étrange, ce qui frappe de quelque manière. En outre, devant de puissantes personnalités, le jugement et la critique sont en partie abolis. Tous les grands hommes ont cette mésaventure. S'il n'y avait pas leurs œuvres, si l'on ne s'en rapportait qu'à la « Chronique » et aux « Mémoires », il faudrait les tenir tous pour déments ou criminels, même les plus sensés, même les plus vertueux. La foule n'est pas fâchée, au surplus, de voir rabaisser ceux qui la dominent trop. Par là, elle croit s'élever. C'est peut-être ce qui a le plus contribué à répandre cette niaiserie scientiste d'un rapport étroit entre le génie et la folie.

D'un disciple, cependant, on souhaiterait plus de précautions et de respect. Il est vrai que M. Deroisin paraît n'avoir adhéré à la doctrine qu'avec sa tête, non avec son cœur.

Ces *Notes* sont insuffisantes. D'autre part, bien des anecdotes, plus ou moins authentiques, sont déplacées. L'ouvrage n'est à lire que pour ceux qui connaissent l'œuvre du Maître et les grandes lignes de sa belle vie d'apôtre. Les matériaux qu'il nous fournit sont médiocres.

Voici, d'abord, un jugement d'ensemble. « Dans Auguste Comte, il faut distinguer deux natures si l'on veut le comprendre : une nature qu'on peut dire surhumaine et une nature simplement humaine.

« Au point de vue surhumain, Comte est cet extraordinaire génie... qui a eu l'incomparable fortune de formuler la loi de l'esprit humain, de systématiser la philosophie des sciences, de fonder la science sociale par la constatation des lois générales. C'est le même génie qui a voulu améliorer la condition humaine sous tous ses aspects par l'ascendant de la philosophie positive, qui lui a permis de poser, comme base de l'ordre social, la prépondérance de l'ensemble des sentiments bienveillants...

« Au point de vue humain, Comte, outre des côtés d'intégrité inaltérable, a rempli les conditions de la plus

haute moralité : la rigoureuse observance des règles qu'il s'était imposées pour obéir à ce qu'il considérait comme une loi morale. A ce titre, il a été héroïque. »

Et encore : « Le grand penseur donnait la fécondité comme la condition du génie. La sienne était intarissable. A côté des idées principales, sur lesquelles il était préparé de longue date, il émettait une infinité de vues de détail que l'occasion lui suggérait. »

Et enfin : « Que ne puis-je reproduire toutes les explications que le grand philosophe donnait sur des points de doctrine ! Explications pleinement accessibles, d'une féconde ingéniosité. Il était merveilleux d'abondance et de précision, avec une élocution de vive allure ; jamais il ne changeait son expression, que, parfaitement appropriée, il n'avait pas à changer. »

C'est le cœur qui a manqué à Littré pour suivre son Maître jusqu'au sommet et comprendre sa doctrine. Ce pur intellectuel n'était qu'un bourgeois. Voici un fait qui le marque bien. Littré était franc-maçon ; comme tous les intellectuels, il était révolutionnaire, c'est-à-dire négateur et destructeur. Auguste Comte, au contraire, subordonnait tout, même le progrès, à l'ordre. On sait que leurs sentiments sur le coup d'État les séparèrent définitivement. Eh bien, en juin 1848, Auguste Comte prit parti, véhémentement, pour les insurgés de la misère, parmi lesquels se trouvait son noble disciple, le prolétaire Fabien Magnin, cependant que Littré s'enrôlait parmi les « bouchers de Cavaignac », — ceux-là mêmes à qui le peuple de Paris disait encore, longtemps après : « Comment, vous avez encore votre père ! Vous ne l'avez donc pas fusillé ? »

« Comte avait l'habitude de suivre respectueusement les convois. Il était encore indigné lorsqu'il me rapporta qu'à celui de la mère de M. Littré, il avait entendu derrière lui des membres de l'Institut s'entretenir de la langue berbère. » S'il ne s'était agi de sa mère, Littré eût été parmi ces savants.

L'auteur nous donne quelques renseignements intéressants sur le développement du positivisme en France et à l'étranger. Émile de Girardin alla au cours de Comte. Proudhon l'appela son Maître.

« J'ai su d'Auguste Comte qu'il avait failli avoir un organe en George Sand ; il n'y a pas d'indiscrétion à dire que c'était par l'intermédiaire d'un médecin militaire, qu'on disait un favori d'un moment et qu'il me nomma. Il n'y eut pas de suite. Littré avait aussi donné des espérances sur Mme d'Agoult. »

Jules Ferry et Marcel Roulleaux furent conquis par le *Discours sur l'ensemble du positivisme*. C'est bien par là qu'il convient de commencer l'étude de la doctrine.

« Comte alla visiter Blanqui en prison ; celui-ci lui fit rendre sa visite par sa mère et sa sœur. Je crois que leurs relations n'eurent pas de suite. » Comte avait pensé à Blanqui, comme à Barbès, pour la dictature.

Les ennemis de Comte ont prétendu que son adoration pour Clotilde de Vaux était une manifestation d'amour sénile. Dernièrement, Jules Soury, dans une lettre, me répétait cette sottise. Or, quand Clotilde mourut, à trente-deux ans, Auguste Comte avait quarante-huit ans. Et il était dans toute sa force, qu'il conserva jusqu'à sa mort, survenue onze ans après. « A près de soixante ans, nous dit l'auteur de ces *Notes*, Auguste Comte avait gardé toute sa verdeur d'aspect. On lui aurait donné quarante ans ; ses cheveux ne grisonnaient pas. »

Aussi pouvait-il compter sur la longévité de Hobbes ou de Fontenelle, à tout le moins de Voltaire. Sa mort fut accidentelle. « Il a dû mourir d'une lésion de l'estomac... Sa mort a été attribuée à la révolution morale que lui avait causée la publication du résumé de sa doctrine par Bli-gnières. »

L'auteur termine par quelques vœux pour le positivisme et quelques conseils aux positivistes, qui confirment ce que ses précédentes appréciations faisaient soupçonner : c'est qu'il ne fut qu'un disciple incomplet, beaucoup plus près du pur intellectualisme de Littré que de la définitive synthèse comtiste.

G. DEHERME.

Le Directeur-Gérant : G. DEHERME.

L'Afrique Occidentale française

Action politique :- Action économique :- Action sociale

par Georges DEHERME

(Un volume in-8 de 528 pages. Prix : 6 francs (franco : 6 fr. 60)
(BLOUD et Cie, éditeurs, 7, place Saint-Sulpice, PARIS)

Après avoir exposé ce qui a été fait dans les trois ordres, politique, économique et social, l'auteur indique ce qui reste à faire, et comment on le fera. Il établit ainsi **une véritable méthode positive de colonisation**, non seulement française, mais humaine dont feront bien de s'inspirer les colons, fonctionnaires, explorateurs, militaires et commerçants, dans toutes les colonies où ils sont appelés à servir et à agir.

Qu'il étudie l'organisation administrative, financière, judiciaire, l'enseignement, etc. ; l'exploitation commerciale et industrielle des richesses naturelles, arachides, caoutchouc, palmistes, coton, ou bien l'organisation sociale indigène, fétichisme, famille, esclavage, etc. ; l'auteur s'en réfère toujours à une riche documentation, en majeure partie inédite, pour émettre **des vues ingénieuses qui retiendront l'attention des spécialistes et des techniciens.**

La partie sociale est relativement la plus étendue. L'âme nègre est peu connue. Le statut nègre, basé sur le patriarcat esclavagiste, n'a été examiné jusqu'ici, le plus souvent, qu'avec des préjugés, un souci exagéré de pittoresque littéraire, et pour tout dire, une insuffisante préparation sociologique. Les observations de l'auteur sur le fétichisme et l'esclavage éclairent les données restées jusqu'alors obscures d'un problème qu'on était obligé, en conséquence, de considérer comme insoluble : la suppression de l'esclavage. Cette partie intéressera donc, non seulement les colons, mais encore les hommes politiques et les personnes si nombreuses aujourd'hui, que passionnent les faits et les théories sociologiques. Ce n'est rien moins qu'**un traité de sociologie comparée.**

On voit combien le plan que s'est tracé M. G. Deherme est vaste. Pour le réaliser, il fallait un écrivain qui fût à la fois un penseur et un homme d'action. La personnalité curieuse de M. Deherme est trop connue pour qu'il soit nécessaire de montrer qu'il est l'un et l'autre, et à un degré éminent.

Ce sociologue, formé par la puissante discipline d'Auguste Comte, après avoir créé la seule institution organique d'éducation sociale que nous devions à l'initiative privée, les Universités populaires, a parcouru le monde, chargé de diverses missions d'études économiques et scientifiques par les ministres des Colonies, du Commerce et le Gouverneur général de l'Afrique occidentale française.

Le livre que nous publions aujourd'hui est le résultat de son plus long séjour en Afrique occidentale, où il pérégrina à travers le Sénégal, le haut Sénégal, le Soudan nigérien et la Guinée.

Les fonctionnaires, les militaires, les commerçants des colonies et de la métropole, les hommes politiques, et aussi le grand public, auront plaisir et profit à lire cette œuvre considérable, écrite par un écrivain vigoureux, pleine de faits éprouvés, d'aperçus lumineux, de critiques perspicaces et d'idées fécondes.

Auguste Comte et son œuvre

LE POSITIVISME

Par GEORGES DEHERME

*Un vol. in-16 de 128 pages, avec deux portraits hors texte,
Prix : 2 fr. 50*

(GIARD et BRIÈRE, Éditeurs, 16, rue Soufflot. — PARIS)

I. Sa vie. Ses écrits. — II. Ses disciples. — III. Quelques appréciations. — IV. L'homme. — V. Pour les femmes et les prolétaires. — VI. Sur les lettrés et les bourgeois. — VII. La philosophie positive. — VIII. La sociologie positive. — IX. La politique positive. — X. Le pouvoir spirituel. — XI. La religion positive. — XII. Les utopies positives. — XIII. La morale. — XIV. Conclusion.

L'AFRIQUE OCCIDENTALE FRANÇAISE

Action politique. Action économique. Action sociale

Par GEORGES DEHERME

*Ouvrage couronné par l'Académie française
et par la Société antiesclavagiste de France*

Un volume in-8 de 528 pages. Prix : 6 fr. (*franco : 6 fr. 60*)

BLOUD et C^{ie}, Éditeurs, 7, place Saint-Sulpice, PARIS

La Démocratie vivante

Par GEORGES DEHERME

Un volume in-8° de 402 pages. Prix : 4 fr. 50 (*franco : 5 fr.*)

BERNARD GRASSET, Éditeur, 7, rue Corneille, PARIS

LA DÉMOCRATIE VIVANTE

par GEORGES DEHERME

Un volume in-8° de 402 pages. Prix : 4 fr. 50

(BERNARD GRASSET, éditeur, 7, rue Corneille, PARIS)

L'action personnelle du fondateur des Universités populaires est connue : ce n'est rien moins qu'une tentative héroïque d'organiser la démocratie. Si on ne l'a pas toujours comprise, si on ne l'a pas secondée comme il eût fallu, c'est qu'on méconnaissait la méthode qui la guidait et l'esprit qui l'animaient. Dans **La Démocratie vivante**, d'une facture si puissante et si originale, par l'écriture, la composition, la documentation et la pensée, c'est cette méthode même que Georges Deherme nous enseigne, et c'est cet esprit qu'il se propose de répandre.

Dans un article qui est la préface naturelle de ce livre passionné et passionnant, M. G. Clemenceau disait de M. Georges Deherme : « Au point où il en est de son œuvre, il convient de le citer comme modèle. Il a cru, il a voulu, il a fait. Et parce qu'il croyait, d'autres croyances sont accourues, et parce qu'il voulait, d'autres volontés sont venues, et parce qu'il agissait, d'autres activités, suggérées par l'exemple, se sont manifestées... On nous montre la voie, lecteurs, suivons le guide. »

Il ne faudrait pas croire, cependant, que M. G. Deherme ignore les difficultés de l'heure présente. Il ne cèle ni les fautes, ni les tares, ni les dangers de la démocratie naissante. Après avoir exposé les raisons qu'on peut avoir d'en désespérer : parlementarisme corrompu, suffrage universel anarchique, esprit de parti tyrannique et dissolvant, et aussi les raisons qu'on a de s'y tenir pourtant. M. G. Deherme, dans une deuxième partie, nous décrit les principales maladies sociales de la démocratie et nous indique les remèdes qu'on peut apporter au socialisme démagogique, au pessimisme, à l'alcoolisme, au féminisme, à la laideur, à l'antipatriotisme, etc.

La troisième partie, de beaucoup la plus importante, traite de l'organisation de la démocratie : l'économie sociale, l'action positive, l'action de classe et les syndicats, l'action organique et la coopération, l'action morale et les universités populaires.

La pensée qu'exprime ce livre ardent est de la vie vivifiante. A l'heure trouble que nous traversons, où tant d'esprits s'interrogent sur ce qu'ils peuvent croire, où tant de volontés hésitent sur ce qu'elles doivent faire, l'appel vibrant qu'adresse M. Georges Deherme à toutes les énergies dissociées de la nation, à tous les démocrates qui s'ignorent, ne peut manquer d'être entendu.

Bernard GRASSET, Éditeur
7, rue Corneille, 7. — PARIS

DERNIÈRES PUBLICATIONS :

- PIERRE DE BOUCHAUD**
Périodes historiques de Bologne (Ouvrage illustré de
9 gravures) **3.50**
-
- EMILE BAUMANN**
L'Immolé, roman, 3^e édition. Vol. in-18 **3.50**
-
- LÉON LAFAGE**
La Chèvre de Pescadore, 3^e édition. Vol. in-18. **3.50**
-
- JEAN GIRAUDOUX**
Provinciales, Vol. in-18. **3.50**
-
- GILBERT DE VOISINS**
Les Moments perdus de John Shag, Vol. in-18. **3.50**
-
- MAURICE MAGRE**
Conseils à un jeune homme, Vol. in-18 **2 »**
-
- DIDIER DE ROULX**
Roosje, roman. Vol. in-18 **3.50**
-
- J. GRASSET**
PROFESSEUR DE CLINIQUE MÉDICALE A L'UNIVERSITÉ DE MONTPELLIER
La Responsabilité des Criminels, Vol. in-18. **3.50**
-
- GEORGES DEHERME**
La Démocratie vivante, Vol. grand in-8° **4.50**
-
- HENRI MAZEL**
Pour causer de tout, Vol. in-18 **3.50**